

Oxfam France – Agir ici salue l’initiative de la France en matière de coopération militaire mais appelle Nicolas Sarkozy à s’engager explicitement sur l’aide publique au développement

Paris, 28 février 2008 - *Oxfam France – Agir ici réagit au discours prononcé aujourd’hui par Nicolas Sarkozy au Cap (Afrique du Sud)*

Sur la question de la coopération militaire et des accords de défense

Nicolas Sarkozy annonce la renégociation et la publication de tous les accords bilatéraux de défense entre la France et divers pays africains, ainsi que son souhait d’associer étroitement le Parlement français aux grandes orientations de la politique de la France en Afrique.

« Ce discours constitue un geste politique fort et, potentiellement, une véritable rupture avec les pratiques antérieures », affirme Nicolas Vercken, en charge du programme *Prévention des conflits & Protection des populations* à Oxfam France – Agir ici.

« Rendre ainsi publics tous les accords de défense rejoint une de nos préoccupations constantes, à savoir démocratiser et rendre plus transparentes les relations entre la France et l’Afrique. Il restera cependant à s’assurer que le Parlement aura effectivement un rôle de premier plan à jouer dans la renégociation et l’approbation finale de ces accords. La mission d’information parlementaire sur la politique africaine de la France qui doit rendre son rapport à l’automne devra s’assurer de la mise en place de mécanismes pérennes pour garantir un contrôle parlementaire effectif de ces accords », ajoute-t-il.

Oxfam France – Agir ici salue la proposition de Nicolas Sarkozy de faire de l’Europe un partenaire majeur de l’Afrique en matière de paix et de sécurité.

« Toute politique française de défense doit désormais se concevoir dans un cadre multilatéral, notamment européen. Ce n’est qu’à cette condition que nous pourrions véritablement en finir avec la *Françafrique* », rappelle Nicolas Vercken.

Par ailleurs, de tels accords devront formellement consacrer la responsabilité de protéger à laquelle la France a souscrite.

La France et tous ses partenaires africains [ainsi que tous les Etats membres des Nations Unies] avaient en effet pris un engagement historique en 2005 en reconnaissant leur responsabilité de protéger les populations civiles des crimes de génocide, crimes contre l’humanité et crimes de guerre.

« La responsabilité de protéger les populations civiles, qui incombe aux Etats – dont la France et ses partenaires africains – devra se trouver au coeur de ces accords de défense renouvelés », ajoute Nicolas Vercken.

Sur la question de l'aide au développement

Nicolas Sarkozy a affirmé aujourd'hui au Cap qu'il souhaite « que la France contribue plus activement à la lutte contre la pauvreté en Afrique » et qu'elle continuera « à soutenir la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire ».

Dans cette perspective, l'annonce par Nicolas Sarkozy d'un versement de 2,5 milliards d'euros au cours des cinq prochaines années en vue de financer la croissance du secteur privé en Afrique sera insuffisante.

« Rompre avec la Françafrique, c'est aussi faire en sorte que la France tienne enfin ses promesses d'aide en faveur de l'accès à l'éducation et à la santé sur le continent », déclare Sébastien Fourmy, en charge des questions relatives au financement du développement à Oxfam France – Agir ici.

La France a été en 2002 le premier pays du G8 à s'engager sur un agenda clair pour consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement.

« Depuis deux ans, alors que la plupart des pays européens font un effort conséquent pour augmenter leurs budgets d'aide publique au développement, l'aide française stagne, voire recule. Nicolas Sarkozy doit confirmer au plus vite l'ambition de la France d'être la première nation du G8 à consacrer 0,7% de son PIB à l'aide publique au développement », ajoute Sébastien Fourmy.

Oxfam France – Agir ici a calculé que, selon les tendances actuelles, il manquera déjà 7,6 milliards d'euros pour que la France honore ses engagements pris lors du Gleneagles en 2005¹.

« A quelques mois de la présidence française de l'Union européenne – premier bailleur de fonds en matière de solidarité internationale – la France se doit de montrer l'exemple sur la question de l'aide au développement des pays africains et ne saurait être le premier pays du G8 à renoncer à atteindre l'objectif des 0,7% », conclut Sébastien Fourmy.

CONTACT PRESSE :

Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30

¹ En 2005 les pays du G8 se sont engagés à augmenter leur aide publique au développement de 50 milliards de dollars d'ici à 2010 (dont la moitié pour l'Afrique), un objectif déjà très éloigné des 0,7% du PIB consacré à l'aide.